

Internationalistes et anticapitalistes : toutes et tous dans la rue le 1^{er} Mai !

samedi 30 avril 2011, par [DEMARCQ Sandra](#), [NPA \(commission écologie\)](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 29 avril 2011).

Cette année la journée internationale de lutte des travailleurs se passe sur fond de crise économique exacerbée, de catastrophe nucléaire au Japon, mais aussi de révolutions dans les pays arabes.

C'est dans un contexte d'approfondissement de la crise économique, d'hyperplans d'austérité en Europe et aux États-Unis, de chômage, de catastrophe nucléaire au Japon mais aussi de révolutions et de guerre au sud de la Méditerranée que se déroulera la journée internationale de luttes des travailleurs et des travailleuses du 1^{er} Mai.

Dans un tel contexte, cette journée prend une tournure particulière. Tout d'abord, elle est l'occasion pour l'ensemble des salariéEs d'affirmer leur solidarité avec les révolutions arabes et de refuser l'intervention impérialiste. Révolutions qui ont montré qu'il était possible de remettre en cause le système, de renverser ceux qui nous dirigent, qui nous appauvrissent. Partout dans le monde arabe, les populations continuent de revendiquer, malgré la répression, leur liberté, des droits démocratiques et sociaux comme c'est le cas encore aujourd'hui en Syrie ou au Maroc. Dans la foulée de ces révolutions, la population libyenne s'est soulevée contre Kadhafi. Les impérialistes, Sarkozy, en tête, ont saisi l'opportunité ouverte par la répression du dictateur pour tenter de reprendre la main sur la Libye et sur l'ensemble de la région. C'est une offensive globale pour canaliser, maîtriser le processus révolutionnaire, préserver les intérêts des trusts pétroliers et de ceux qui les servent, une offensive contre la révolte des travailleurs et des peuples.

Pendant ce temps-là, prétextant de l'arrivée de quelques milliers de migrants tunisiens fuyant la misère et la pauvreté, Sarkozy propose de « suspendre » les accords de Schengen permettant la libre circulation des personnes dans l'Union européenne, arguant par la voix de son ministre des Affaires étrangères que « l'Europe, ce n'est pas la libre circulation des immigrants illégaux ». Développant ainsi une nouvelle fois, le discours et le programme nauséabond du Front national et sa politique de haine et de racisme.

La situation est aussi marquée par la catastrophe nucléaire de Fukushima qui montre, 25 ans après Tchernobyl, que cette énergie représente un risque inacceptable, exacerbé par la course aux profits et à un productivisme effréné qui régit le système capitaliste. Ce 1^{er} Mai est également l'occasion de revendiquer la sortie du nucléaire et des énergies fossiles.

Le fait marquant de la situation pour la majorité des salariéEs, de la population est sans aucun doute l'approfondissement de la crise économique et le développement des plans d'austérité pour faire payer la crise à la population par la casse des acquis sociaux et des services publics. Pendant que les profits explosent (82, 5 milliards d'euros pour les entreprises du CAC 40), que les cadeaux fiscaux au patronat et aux plus riches continuent de plus belle (140 milliards d'euros pour 2010), les salariés

eux sont sommés de se serrer la ceinture et voient leur pouvoir d'achat descendre en flèche. Pour les malades, l'accès aux soins est remis en cause et le service public de la santé devient une peau de chagrin. Les soins et les médicaments sont de moins en moins remboursés. On le voit, la dette, la crise dont les capitalistes sont responsables sont les prétextes pour sabrer nos acquis sociaux.

Mais face à cette situation, la colère sociale est forte, les mobilisations sur l'ensemble des aspects de cette politique d'austérité sont vivaces en France mais aussi dans l'ensemble de l'Europe. L'exemple le plus frappant, ces dernières semaines en France, est sans aucun doute les grèves pour les salaires qui éclatent un peu partout et dans de très nombreux secteurs d'activités.

Ce 1^{er} Mai est une occasion importante de mettre en avant toutes ces luttes et de revendiquer une autre répartition des richesses et en premier lieu l'augmentation de tous les salaires de 300 euros net avec un minimum de 1 500 euros net mais aussi d'en finir avec les exonérations de cotisations sociales, les suppressions d'emplois. Et plus largement, ce qui doit s'exprimer, c'est une véritable alternative, en rupture avec ce système qui fait faillite.

Les raisons sont nombreuses pour que ce 1^{er} Mai soit un succès pour faire entendre que, au Nord comme au Sud, nous refusons de payer leurs crises !

Sandra Demarcq

COMMUNIQUÉ DU 1^{er} MAI. POUR UN 1ER MAI INTERNATIONALISTE ET ANTICAPITALISTE.

Vendredi 29 avril 2011

Aux plans d'austérité qui se succèdent en Europe et aux Etats-Unis, se rajoutent la catastrophe nucléaire au Japon et les révolutions dans les pays arabes et au Moyen-Orient.

Ce 1^{er} Mai sera l'occasion pour l'ensemble de salarié-e-s et les couches populaires d'affirmer leur solidarité avec les peuples du monde arabe qui, malgré une répression sanglante, continuent de se mobiliser pour leur liberté, des droits démocratiques et sociaux. Prétextant l'arrivée de quelques centaines de réfugiés tunisien, Sarkozy et son gouvernement se livrent à de véritables rafles et reprennent à leur compte le discours de haine et la politique raciste du Front national.

Partout en Europe, la dette et la crise sont des prétextes pour casser l'ensemble des acquis sociaux et les services publics. Après la contre-réforme des retraites, c'est au service de santé et à l'hôpital public que le gouvernement s'attaquent pour les démanteler, les privatiser. Quant à l'éducation, les dizaines de milliers de suppression d'emplois depuis 2007 mettent en danger la formation que tous les jeunes sont en droit d'attendre.

Les mobilisations sociales en France et dans plusieurs d'Europe contre la précarité, pour l'augmentation des salaires, la défense de l'emploi, le droit au logement, pour la sortie du nucléaire montre que la colère est forte contre les politiques des gouvernements qu'ils soient de droite ou de gauche.

Le 1^{er} mai, le NPA sera partout présent dans les manifestations pour imposer une autre répartition des richesses, exiger 300 euros net d'augmentation, l'interdiction des licenciements, notamment. Au nord comme au sud, nous refusons de payer leurs crises.

Le 29 avril 2011

** Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 100 (28/04/11).*

COMMUNIQUÉ DU NPA. RASSEMBLEMENT À LA MÉMOIRE DE BRAHIM BOUARRAM, 1^{er} MAI, 11H, PONT DU CARROUSEL.

Le premier mai 1995, Brahim Bouarram, a été jeté à la Seine par une horde sortie des rangs de la manifestation du Front National.

Il avait 29 ans et profitait seulement d'une journée ensoleillée, il ne savait pas que des mains criminelles allaient le précipiter dans la seine et mettre fin à ses jours. Depuis, d'autres noms sont venus allonger la sinistre liste des victimes de crimes racistes. Si toutes les victimes ne connaissent pas la fin tragique de Bouarram, les actes sont, eux, tout aussi immondes, car ils se nourrissent de la même source : la haine, le rejet de l'autre.

La lutte contre la gangrène du racisme est malheureusement d'une terrible actualité face à une droite populiste qui flatte les préjugés racistes et xénophobes pour le plus grand profit de l'extrême-droite.

C'est pourquoi toutes les organisations qui, depuis le 4 septembre 2010, se sont réunies contre la xénophobie appellent à un rassemblement ce 1^{er} mai 2011, à 11h au pont du Carrousel :

* Pour rendre hommage à la mémoire de Brahim Bouarram et à toutes les victimes des crimes racistes.

* Pour dénoncer les discours et les lois xénophobes qui mettent en danger les immigrés et violent leurs droits.

Le NPA appelle à ce rassemblement pour lutter contre les discriminations et les divisions, pour construire l'unité de tous les travailleurs, des opprimés par delà les frontières ou les différences d'origine.

Le 29 avril 2011.

POUR UN 1^{er} MAI ANTIRACISTE

En pleine crise sociale, l'échiquier politique se reconfigure, les pièces glissent : l'UMP est en voie de décomposition. Les candidatures fleurissent. Les centristes, gaullistes et autres radicaux monnayent leur appui. Le PS bégaie son social-libéralisme et frémit à l'approche des primaires (mal ou remède ?). La gauche de la gauche peine à faire valoir la cohérence de son projet. Le FN est prêt à ramasser les restes, notamment en lançant une OPA sur une frange de la droite qui ne demande que ça.

La droite sarkoziste, en voie de mue vers une droite extrême, n'en finit pas de poursuivre sa fuite en avant raciste, en parole et en actes. Le FN tente une mue symétrique, au risque de buter contre son passé et ses contradictions. La fuite en avant devient alors, faisant de nécessité vertu, une politique de convergence. Sur la base des prétendues théories sur la « droitisation » de la France, Sarkozy fait de son piège une stratégie. Face à cela, le PS en tant que parti est suiviste, pétrifié à l'idée que son « angélisme sécuritaire » lui fasse perdre des voix. Ce suivisme est souvent poussif et honteux (10 000 policiers nous promet le programme de 2012), parfois zélé et confusionniste (Manuel Valls), exceptionnellement conséquent dans la rupture (le transfuge Besson). Même si les modalités, le calendrier, les perspectives, et même la réussite de cette reconfiguration inédite de la droite française sont encore incertaines, il est urgent de jeter les bases d'une riposte de masse, pour les mois et années à venir, qui parvienne à convaincre en se plaçant sur le terrain de l'anticapitalisme.

L'engagement dans le combat antiraciste ne saurait être dissocié de cette démarche puisque le pouvoir, qui a choisi de détourner la colère, s'acharne à diviser les travailleurs et tente d'opérer autour de lui des regroupements incongrus sur des bases identitaires : tout est bon pour s'opposer à la constitution d'un véritable front de classe ! Le 1^{er} Mai, journée des travailleurs, est un moment fort pour affirmer la nécessité de combattre l'exploitation et les oppressions dont elle se nourrit. Le FN qui, dans une forme de démagogie rouge-brune, célèbre également le 1^{er} Mai, ne défend pas les travailleurs, pas plus que la République, la laïcité, l'État de droit, voire le féminisme.

Ce nouveau discours de la droite extrême en devenir, par ses flancs sarkozistes et lepénistes convergents, est rendu possible par la mutation du racisme, passé du biologique au culturel. Ce discours s'ordonne le long d'une chaîne idéologique inédite dans son ensemble, même si ses parties ont pu opérer par le passé. Comment nous apparaît-elle ? Son maillon le plus clinquant, son talisman, est l'islam. En aval, on attaque aujourd'hui les Arabes, et finalement tous les quartiers populaires, via la question de l'islam. C'est l'islamophobie. En amont, l'islam est attaqué par le prisme de la laïcité, elle-même devenue pierre de touche de toute la République. Cette chaîne idéologique, qui part de la République pour finalement stigmatiser la portion la plus précaire du prolétariat et exclure toute unité de celui-ci, doit être comprise et combattue sur toute sa longueur, donc dans sa réalité de classe et son rapport à la crise.

Premièrement, on ne peut invoquer et défendre la République au non de l'antiracisme, sauf à nier l'histoire d'une République bourgeoise au passé colonial. D'autre part, si invoquer la République dans le combat contre l'extrême droite a pu avoir un sens lorsque celle-ci était encore réellement contre-révolutionnaire, quand elle s'en prenait encore à celle qu'elle appelait la Gueuse, c'est aujourd'hui un parfait anachronisme. Deuxièmement, on ne peut pas accepter la réduction de la République à la laïcité, dont nous défendons une version bien précise qui n'a pas besoin de la République. On ne peut pas non plus laisser le champ libre à une laïcité à géométrie variable qui masque l'islamophobie. Troisièmement, on ne peut pas nier l'islamophobie comme racisme anti-arabes. Quatrièmement, on ne peut pas refuser la vérité de classe de ce racisme anti-arabes, et le déconnecter d'une attaque contre les quartiers en général, les sans-papiers et les migrants, qui permet d'entretenir la division au sein du salariat.

Les peuples des pays arabes démontrent que cette « civilisation islamique » condamnée à l'arriération économique et politique n'est qu'un mirage orchestré par l'idéologie du choc des civilisations. Leurs révolutions sont un antidote contre l'islamophobie. Les militants anticapitalistes doivent être présents en nombre dans toutes les mobilisations antiracistes, que ce soit au côté des sans-papiers, des migrants de tous pays et toutes religions, et des habitants précarisés des quartiers populaires.

Commission migrations-antiracisme

** Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 100 (28/04/11).*
